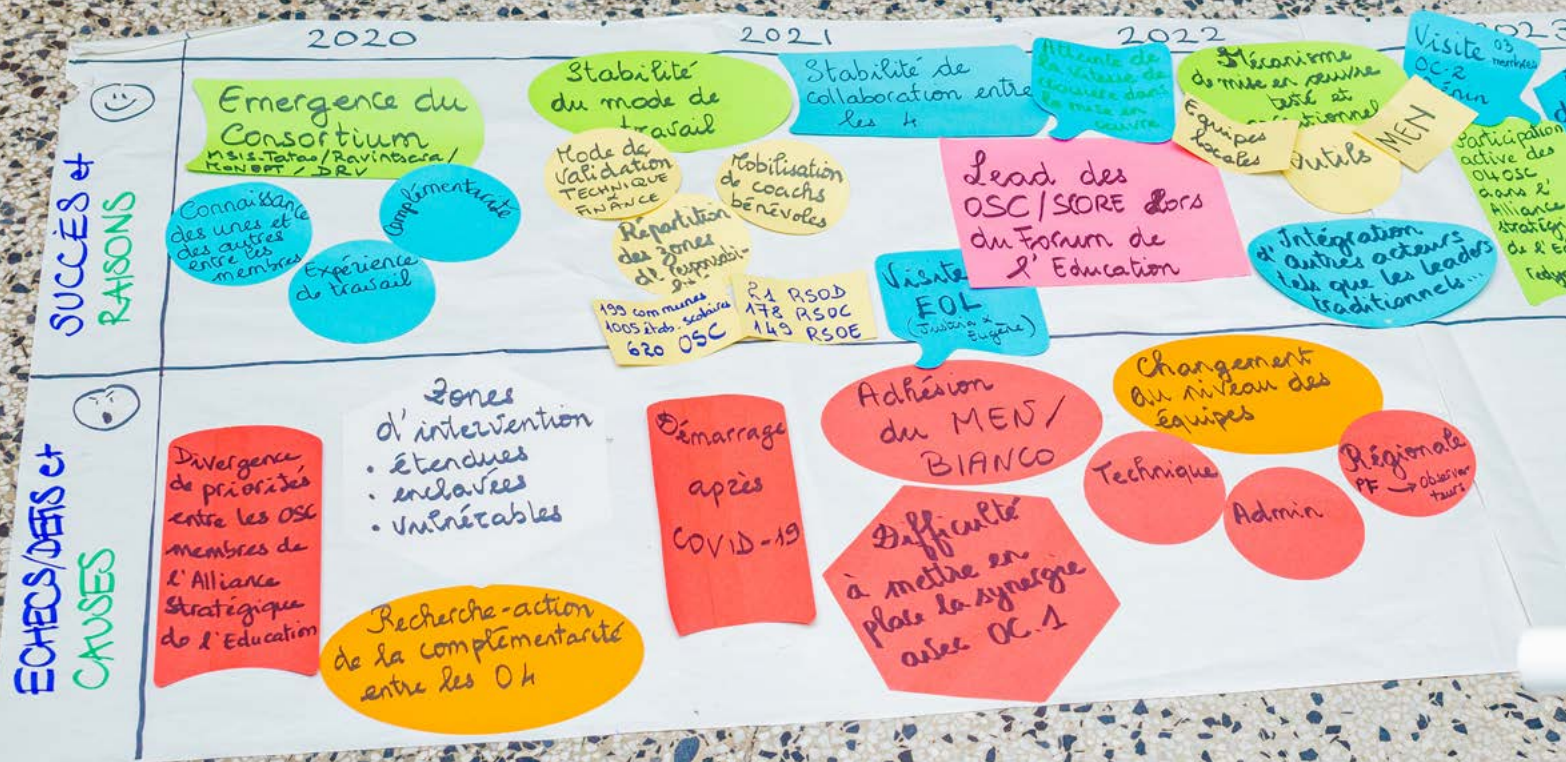




HUIT FAÇONS DE PROMOUVOIR LA REDEVABILITÉ SOCIALE DANS L'ÉDUCATION EN AFRIQUE

L'ÉDUCATION à VOIX HAUTE
plaidoyer et responsabilité sociale

GPE Transformer
l'éducation



Le programme Éducation à Voix Haute vise à renforcer le rôle de la société civile dans la transparence et la responsabilité des politiques éducatives. Dans le cadre de sa composante opérationnelle 2 (OC2), 14 organisations ou alliances de la société civile sont soutenues dans 13 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Certaines bénéficient d'un soutien depuis 2021 ou 2022, tandis que d'autres ont démarré en 2024.

L'accent est mis sur le renforcement de la société civile afin d'inclure les groupes et les communautés marginalisés dans la responsabilisation des gouvernements en matière d'éducation. Cela permet de garantir que leur voix soit entendue dans le suivi des politiques et des services éducatifs. Cela permet également de relier leur participation aux discussions politiques et aux actions de plaidoyer aux niveaux local, régional et national.

I Dans ce document, nous considérons huit bénéficiaires du financement OC2 en Afrique :

- Les mesures qu'ils prennent en matière de redevabilité sociale.
- Comment les bénéficiaires appuient ces mécanismes.
- Comment ces efforts passent de la mobilisation des groupes marginalisés à l'influence sur les politiques éducatives et leur mise en oeuvre.
- Comment ils oeuvrent au renforcement de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale.
- Un résultat clé du processus.



LES BÉNÉFICIAIRES DE L'OC2 DONT IL EST QUESTION:

Page 5 Ouganda – Civil Society Budget Advocacy Group (CS-BAG) & L'alliance SPAIE

Page 13 Ghana – School for Life & L'alliance CLEAR

Page 20 Liberia – HOPE & L'alliance Educate HER

Page 28 Tanzania – Haki Elimu & L'alliance Sauti Zetu

Page 35 Mozambique – FACILIDADE /ICDS

Page 39 Madagascar – MSIS-Tatao & le projet SCORE

Page 44 Benin – APRETECTRA & L'alliance Accès Equitable

Page 50 Benin – DEDRAS & Social Watch



Carol Namagembe,
CS-BAG Uganda.
Photo: Daniel Samwel

UGANDA

- Civil Society Budget Advocacy
Group (CS-BAG) & L'alliance SPAIE



CSBAG SOCIAL ACCOUNTABILITY STRUCTURE

Participatory Budgeting MODEL (PBM) is a strategic mechanism through which citizens participate directly in budget formulation, decision-making, and monitoring of budget execution. It increases public expenditure transparency and promotes civic engagement.

HOW IT WORKS

Step 1: Organizing and mobilising communities: Communities select members to join Participatory Budget Clubs (PBCs). The composition is 20-30 individuals, with 60% of them being women, youth, and PWDs.

Step 2: Capacity strengthening of PBCs: The citizens benefit from capacity building to become more familiar with public expenditure management, community budget monitoring, and Service delivery tracking (CBMSDT).

Step 3: Monitoring budget implementation and monitoring and service delivery: The citizens draw a monitoring plan for government-aided primary schools. They execute the periodical visits to generate evidence on the state of service delivery in these schools.

Step 4: Consensus building and feedback meetings: At this stage, the PBC budget monitoring and service delivery tracking report are discussed and validated. A Priority list is developed by PBCs and the wider community.

Step 5: Interface meeting between communities and duty bearers: At this stage priority service delivery issues in schools are discussed by PBCs, community members and duty bearers in the education sector. Commitments to address service delivery gaps are solicited and a concrete follow-up plan is developed for the commitments made.

Petitioning, and Engaging budget process events: At this stage, the community using evidence from their monitoring work can petition leaders to change a specific service delivery and accountability gap. They also use their evidence to influence priority setting in the budget through budget conferences at local and National level.



Notable - National and local governments from this engagement allocate resources to provide services with the core aim of improving service delivery. CSBAG therefore monitors this by gathering information about misuse of funds, corruption, or needs that are not being filled and escalates these issues at the national level with line ministries, the Ministry of Finance and the Parliament of Uganda.

KEY STAKEHOLDERS

NON- STATE

Participatory Budget Clubs: A Community-based accountability structure (Composed of women, youth, PWDs, and residents of the community)

Child Rights Clubs. The Child Rights Club (CRC) in school for children aged 10-17. Comprising 25-30 members with equal representation of boys and girls, including children with disabilities and those from poor backgrounds.



STATE

School Management Committee and head teachers. SMCs are charged with provide oversight of the school governance. Head teachers oversee provision of education at school level

Local Government technocrats and policymakers- including District Council, Local Council Leadership, and specifically District Executive Committee, Sec. for education, CAO, District planner, District Education Officer, District Inspector of Schools among others.

National -Line Ministries and Policymakers- including Ministry of Finance Planning and Economic Development, Parliament of Uganda, Ministry of Education and Sports, Ministry of Local Government, Equal Opportunities Commission, National Planning Authority, CSOs working on Education and Uganda Bureau of Statistics



CS-BAG est le chef de file de l'alliance SPAIE, qui signifie « Strengthening Public Accountability and Investment in Education » (Renforcement de la Redevabilité publique et de l'investissement dans l'éducation) en Ouganda. Cette alliance comprend les partenaires ISER (Initiative for Social and Economic Rights [Initiative pour les droits sociaux et économiques]) et USCD (Uganda Society for Disabled Children [Société ougandaise pour les enfants handicapés]). CS-BAG est une coalition regroupant 100 organisations de la société civile.

CS-BAG bénéficie du soutien du programme Éducation à Voix Haute depuis 2024.

Le modèle de de budgétisation participative comprend six étapes clés décrites dans l'affiche :

1. Organiser et mobiliser les communautés en mettant en place des structures permettant aux citoyens de rejoindre des Clubs de budget participatif (PBC), en garantissant une représentation minimale de 60 % de femmes et de jeunes.

2. Renforcement des capacités des organisations de la société civile (osc) et des PBC grâce à des formations sur le budget public et le suivi des dépenses. Ces formations mettent l'accent sur l'importance de la compréhension des droits de l'homme et de l'interprétation des politiques et

de la législation afin de promouvoir l'inclusion.

3. Suivi de l'exécution du budget et de la prestation des services. Cela implique la participation de la communauté et l'engagement des responsables afin de créer des preuves solides et de pro-

duire des données en temps réel, en utilisant des outils tels que les SMS pour obtenir des informations qui seront utilisées lors des réunions d'interface.

CS-BAG utilise le **Modèle de budgétisation participative (PBM)**, une approche stratégique qui permet aux citoyens de s'impliquer directement dans l'élaboration du budget, la prise de décision et le suivi de l'exécution du budget. Ce modèle améliore la transparence des dépenses publiques et favorise l'engagement civique.

4. Recherche de consensus et réunions de retour d'information. À l'issue du processus de suivi, le CS-BAG organise des réunions de retour d'information avec les

Clubs de budget participatif afin de hiérarchiser les questions les plus urgentes, ce qui aboutit à la production d'un rapport de suivi et d'un document de réflexion.

5. Des réunions entre les responsables et les communautés sont organisées pour présenter le rapport sur les résultats du suivi, au cours desquelles les problèmes et les lacunes sont examinés. Cette approche renforce les relations avec le gouvernement.

6. Pétitions et participation au processus budgétaire : les membres de la communauté, les PBC et l'équipe de présentation partagent leurs points de vue et leurs expériences. Ils ont recours à des pétitions pour influencer la définition des priorités au niveau



national. À chaque étape, des réunions sont organisées pour définir l'ordre du jour, auxquelles les membres des PBC sont invités à participer. Parfois, l'ISER engage des poursuites judiciaires ou des actions en justice contre le gouvernement pour plaider en faveur du droit à l'éducation sur la base des preuves recueillies. Il peut également recourir à la médiation avec les responsables gouvernementaux pour mettre en évidence les injustices et plaider en faveur d'une intervention gouvernementale nécessaire.

Pascal Muhangi présentant CS-BAG, le mécanisme de redevabilité sociale en Ouganda, lors d'un événement de formation OC2, en Tanzanie, en novembre 2024. Photo : Daniel Samwel - MS

Engagement et influence au niveau national : CS-BAG participe à 9 groupes qui forment des structures de responsabilité au niveau national. Ces groupes servent de points d'entrée clés pour dialoguer avec le gouvernement national, notamment les ministères, les groupes de travail et les commissions parlementaires. Les résultats des mécanismes de responsabilité sont utilisés de manière stratégique pour influencer les rapports de force et les processus décisionnels concernant les budgets de l'éducation. La collaboration avec d'autres organisations de la société civile (OSC) renforce l'impact de leurs efforts en sensibilisant le public dans 10 villes. CS-BAG propose des initiatives de renforcement des capacités axées sur le financement de l'éducation, en tirant parti des

atouts de ses partenaires de l'alliance. Le CS-BAG collabore efficacement avec ses partenaires parlementaires et tire parti des relations qu'il a nouées dans le cadre de ces forums. Il organise des réunions trimestrielles avec le Ministère des finances. Au cours de la phase finale du processus de redevabilité sociale, ces contacts sont activement mis à contribution, car le CS-BAG intègre dans ses propositions pour le budget du secteur de l'éducation les points de vue de divers secteurs. En fin de compte, ce processus aboutit à une présentation ministérielle du budget au gouvernement, garantissant ainsi qu'ils influencent la dynamique du pouvoir et la prise de décision concernant les budgets grâce à des dialogues budgétaires constructifs.

Outils utilisés pour la redevabilité sociale

- **Outils de suivi et de contrôle budgétaire au niveau communautaire:** ces outils permettent

aux communautés d'extraire des normes et de comprendre comment le gouvernement gère ces normes, garantissant ainsi la supervision des plans budgétaires au niveau des services. Les communautés génèrent ces données et peuvent les valider à l'aide de l'outil, garantissant ainsi la crédibilité des informations.

- **Les réunions d'interface** entre les communautés et les responsables facilitent la signature de formulaires d'engagement par les deux parties, ce qui simplifie le suivi des progrès. Cette approche a permis de ré-

soudre au moins deux des cinq problèmes identifiés.

- **Base de données centrale :** ce système rationalise l'agrégation des informations entrantes.

- **Centre sur le genre** pour les données générées par les citoyens sur l'ODD 4 : cet outil consolidé a fait l'objet de tests préliminaires et est utilisé pour suivre l'ODD 4.5. Il est prévu qu'il soit reconnu comme une norme au sein du système éducatif.

- **Plateforme de commentaires des citoyens :** cette initiative gouvernementale permet aux citoyens de donner leur avis sur les décisions et leur mise en oeuvre. CS-BAG forme les

membres de la communauté à l'utilisation de cet outil, leur permettant ainsi de soumettre leurs commentaires sous une forme partageable.

- **Études de cas** celles-ci mettent en évidence des actions efficaces de plaidoyer budgétaire, notamment en matière d'égalité des genres et dans le cadre des campagnes CS-BAG sur la fiscalité.

- **Durabilité des données générées** • Collecte de données à partir de trois outils distincts : un pour le plaidoyer et un autre à partir d'outils ODD qui fournissent des informations sur les données gouvernementales, les rendant ainsi plus durables.

- Tirer parti des structures gouvernementales existantes, dont

les membres sont mobilisés dans le cadre de réunions annuelles plutôt que d'initiatives liées à des projets spécifiques.

- Collaboration avec les responsables gouvernementaux chargés de superviser les données officielles en Ouganda et CS-BAG ayant vu sa méthodologie approuvée par le gouvernement.
- Collecte de données par les structures communautaires à l'aide de l'outil gouvernemental approuvé. Les données peuvent ainsi être soumises directement au gouvernement.
- Encourager les membres à s'engager dans les plateformes existantes plutôt que d'en créer de semblables.

Les Clubs de la budgétisation participative (PBC) garantissent l'engagement du gouvernement en faveur de l'éducation

En Ouganda, l'initiative CS-BAG a mis en place et renforcé six structures de supervision communautaires appelées « Clubs budgétaires participatifs » dans trois districts : Yumbe, Namayingo et Sheema. Ces clubs, qui regroupent 90 membres issus de divers horizons (femmes, hommes, personnes handicapées et représentants de la jeunesse), collaborent activement avec les autorités locales, les directions d'établissements scolaires et les membres de la communauté afin de suivre l'exécution du budget et la prestation des services dans le système éducatif et les programmes de formation professionnelle.

Grâce à la collecte de preuves et à leur présentation lors de réunions communautaires, ces groupes ont réussi à inciter les autorités locales à s'engager à combler les lacunes en matière de prestation de services. Parmi les engagements notables, citons a) la nomination de nouveaux Comités de gestion scolaire lorsque les mandats précédents ont expiré, b) la construction de toilettes supplémentaires dans trois écoles du district de Sheema, et c) la construction de logements pour le personnel dans deux écoles primaires.

Renforcer l'égalité des genres et l'inclusion sociale en Ouganda

Conformément à l'appel thématique lancé par Éducation à Voix Haute pour renforcer l'inclusion sociale et l'égalité des genres parmi les bénéficiaires, CS-BAG a obtenu un financement supplémentaire afin de développer un cadre complet visant à garantir que tous les enfants, en particulier ceux issus de groupes marginalisés, puissent accéder à un système éducatif inclusif et équitable et en bénéficier. Cette initiative s'inscrit dans le droit fil des objectifs de développement nationaux et mondiaux.

Cet effort permettra...

- D'Améliorer la mise en œuvre des normes nationales de prestation de services (NSDS) de l'Ouganda dans le secteur

de l'éducation en garantissant le respect des cadres relatifs à l'égalité des genres et à l'inclusion sociale. Cela comprend la sensibilisation et la promotion de la redevabilité des écoles et des communautés afin de relever des défis tels que l'insuffisance des installations sanitaires et l'accès limité aux besoins éducatifs spéciaux (SNE).

- De renforcer la collaboration avec les institutions confessionnelles afin de mettre en œuvre les directives révisées de l'Ouganda sur la prévention et la gestion des grossesses chez les adolescentes dans les écoles. Cette stratégie vise à s'attaquer à l'une des

principales causes des abandons scolaires chez les adolescentes, favorisant ainsi la poursuite de leur scolarité. De mettre en place des champions communautaires pour promouvoir l'inscription et la rétention des enfants handicapés dans l'enseignement primaire. Ces champions mèneront des actions de sensibilisation ciblées, mobiliseront les familles et inciteront les entités gouvernementales à surmonter les obstacles tels que la stigmatisation, la discrimination et le manque d'accès à des installations adaptées aux personnes handicapées.



Abukari Ayuba (L'alliance CLEAR, Ghana), événement apprentissage OC2, Tanzanie, Nov 2024,
Photo: TCDC

GHANA

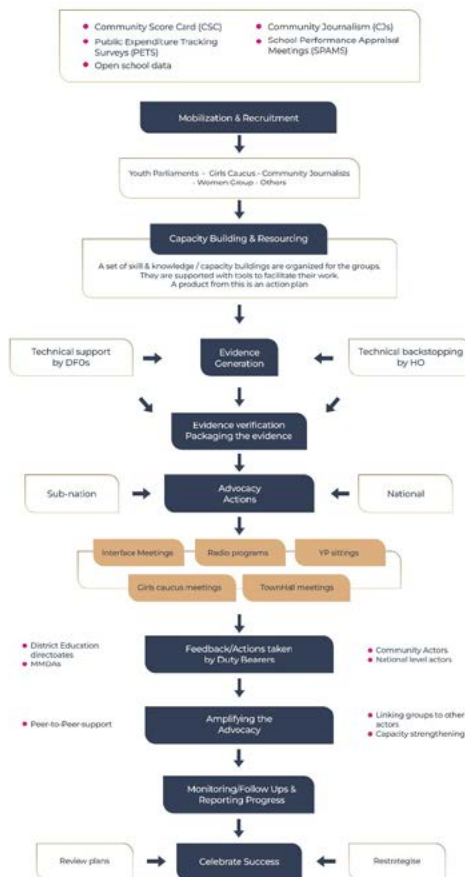
– School for Life &
l'alliance CLEAR

School for Life est le chef de file de l'alliance CLEAR – Action citoyenne pour la redevabilité et la réactivité dans le domaine de l'éducation au Ghana.

Youth Empowerment for Life (YEFL) et Ghana Developing Communities Association (GDCA) sont partenaires de cette initiative. School for Life et l'alliance bénéficient du soutien du programme Éducation à Voix Haute depuis 2022, qui met en œuvre le projet CLEAR dans six districts du nord du Ghana.

CLEAR PROJECT CONSORTIUM

Overview Of Social Accountability Mechanisms



Le mécanisme de redevabilité sociale du projet CLEAR comprend sept étapes principales :

1. Mobilisation et recrutement de groupes de citoyens : à la suite du recensement des organisations de la société civile (OSC) dans le nord du Ghana, les communautés sont invitées à former des groupes de citoyens composés d'organisations communautaires (CBO), de parlements de jeunes, de comités, de groupes de filles, de groupes de femmes et d'associations de parents d'élèves. Cette approche garantit une appropriation diversifiée du processus de redevabilité, permettant à chacun de participer à différents niveaux. Les représentants de

l'Alliance sont impliqués tout au long du processus.

2. Renforcement des capacités : les groupes communautaires reçoivent une formation afin d'améliorer leur compréhension des processus de suivi et d'engagement, y compris la promotion et la communication des résultats. Et la compréhension des principales politiques et plans en matière d'éducation.

3. Cycle de production de données probantes : les communautés colligent des données probantes relatives aux infrastructures scolaires, au matériel pédagogique et didactique, à l'assiduité scolaire et à la participation de la communauté aux Comités de gestion scolaire, aux installations WASH, etc.

4. Processus de vérification : les données sont analysées et synthétisées afin de garantir leur compréhensibilité et leur facilité d'utilisation.

5. Actions de plaidoyer :
À partir des données recueillies, les parties prenantes aux niveaux local, régional et national sont mobilisées. Les OSC participent à des réunions locales afin de créer une voix unifiée, puissante et efficace. Cela comprend :

- Réunions d'interface et émissions de radio pour communiquer sur les enjeux.
- Sessions du Parlement des jeunes où les acteurs locaux répondent aux préoccupations des jeunes.
- Réunions du caucus des filles.
- Réunions publiques pour présenter les enjeux et les preuves au public et aux responsables.
- Campagnes sur les réseaux.

6. Réactions et mesures prises par les responsables : Après les actions de plaidoyer, les responsables font part de leurs réactions et prennent des engagements. Les communautés élaborent des plans d'action pour traiter les questions locales, tandis que d'autres questions sont transmises aux acteurs régionaux, provinciaux et nationaux qui ont une vision plus large des défis présentés.

- Les problèmes sont amplifiés en favorisant la collaboration entre les communautés et les groupes de citoyens afin d'améliorer les résultats.
- Une connexion est établie entre les journalistes locaux formés et les médias nationaux afin de sensibiliser le public et de donner plus d'écho à des cas spécifiques.





- Des sessions de renforcement des capacités sont organisées avec les parties prenantes afin d'approfondir leur compréhension des enjeux.
- Suivi et contrôle pour suivre les actions et les engagements à tous les niveaux, avec des groupes de citoyens qui surveillent activement les progrès et impliquent les responsables locaux.
- Les promesses du gouvernement sont suivies à l'aide d'outils tels que le suivi des dépenses publiques.
- A Les réunions annuelles d'examen et de planification du secteur de l'éducation servent à suivre les engagements et à présenter les conclusions au gouvernement central, afin de garantir que les fonds sont

alloués et reçus de manière appropriée.

7. Célébrer le succès : Cette phase consiste à revoir les plans pour évaluer les succès et les domaines à améliorer pour le prochain cycle de suivi, ce qui relance le processus. Travailler en alliance permet de tirer parti des atouts de différentes organisations. Chaque partenaire est une entité solide disposant de groupes communautaires mobilisés et bien établis qui ont besoin de renforcer leurs capacités pour mener efficacement des actions de plaidoyer. L'alliance favorise les connexions entre les citoyens, les réseaux et les experts afin de fournir un soutien technique essentiel.

Cartographie des relations avec la société civile, consortium CLEAR, événement d'apprentissage OC2, Tanzanie, novembre 2024, photo : Daniel Samwel - MS TCDC

Outils utilisés

- **Fiches d'évaluation communautaires:** fiches d'évaluation communautaires : dialogue avec la communauté sur la prestation des services publics, élaboration conjointe d'indicateurs pour suivre les progrès, avant de rencontrer les prestataires de services pour obtenir des informations et rencontrer les utilisateurs des services. Cela alimente les réunions d'interface.
- **Les Réunions d'évaluation des performances scolaires (SPAM)** sont un outil gouvernemental utilisé dans les écoles pour générer des preuves à l'appui de leurs priorités. Elles donnent lieu à des rapports.
- **Enquêtes sur le suivi des dépenses publiques (PETS).**
- **Données scolaires ouvertes.**
- **Journalisme communautaire.**

Les plateformes citoyennes – un modèle pour la responsabilisation au niveau départemental

School for Life et les partenaires de l'alliance CLEAR ont mis en place des plateformes qui permettent aux groupes de citoyens d'exprimer leurs préoccupations et leurs problèmes en matière d'éducation aux responsables locaux et nationaux.

Les Forums de responsabilité éducative des districts permettent aux citoyens et à la société civile de dialoguer avec les autorités municipales et régionales sur les questions liées à l'éducation. Au départ, les autorités locales ont reconnu ces plateformes comme des espaces de dialogue légitimes.

School for Life s'engage à impliquer davantage les dirigeants du district afin d'intégrer ces plateformes dans le fonctionnement régulier des assemblées de district, facilitant ainsi une interaction cohérente et continue entre les communautés et les autorités, même au-delà du projet.

Samiratu
Dawood,
L'alliance
CLEAR Ghana.
Photo: Daniel
Samwel





Renforcer l'égalité des genres et l'inclusion sociale au Ghana

Conformément à l'appel thématique lancé par Education à Voix Haute visant à renforcer l'inclusion sociale et l'égalité des genres parmi les bénéficiaires, School for Life a obtenu un financement supplémentaire afin d'intégrer plus efficacement les Fulbe (une minorité ethnique du nord du Ghana) et les personnes handicapées dans le mécanisme de redevabilité sociale. Cette initiative vise à impliquer ces groupes dans l'identification de leurs besoins éducatifs et à faciliter leur participation aux processus décisionnels au niveau communautaire et local. L'objectif principal est de donner à ces

groupes de citoyens les moyens de dialoguer avec les responsables, afin de promouvoir l'accès à l'éducation pour les enfants non scolarisés et de renforcer la défense de leur droit à l'éducation de base complémentaire.

En outre, l'initiative vise à susciter l'intérêt des femmes et des filles pour l'éducation en ciblant spécifiquement les groupes de femmes. En s'efforçant d'intégrer les Peuls dans ce processus, le projet CLEAR prévoit de favoriser une coexistence plus pacifique entre les groupes nomades et les communautés locales.



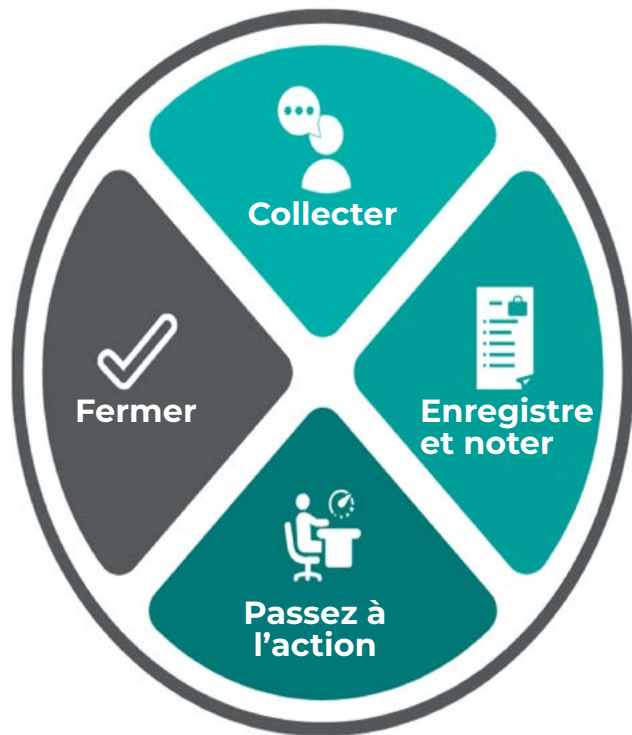
LIBERIA

- HOPE & l'alliance
«Educate HER»



HOPE (Help Our People Excel) Libéria est le chef de file de l'alliance Educate HER, qui se concentre sur la promotion de l'équité et de l'égalité des genres dans l'éducation. CareFound et Paramount Young Women's Initiative (PAYOWI) sont partenaires de cette initiative.

HOPE bénéficie du soutien du programme Éducation à Voix Haute depuis 2021. La Educate HER Alliance s'engage à rendre compte tant au niveau interne que dans le cadre de ses projets.



Educate HER, équipe du Libéria, événement d'apprentissage OC2, Tanzanie, novembre 2024, photo : Daniel Samwel - MS TCDC

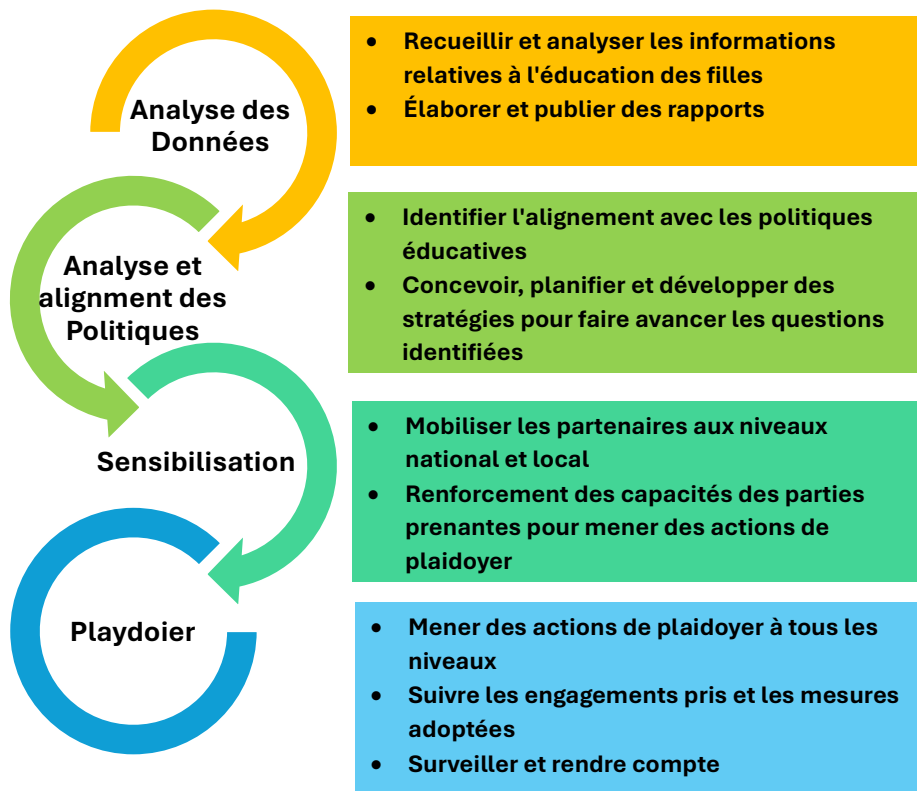
Responsabilité interne : Educate HER utilise un mécanisme de responsabilité et de retour d'information (AFM) afin de garantir sa responsabilité envers les populations concernées et de prévenir toute forme d'exploitation et d'abus. L'AFM sert de canal permettant aux membres de la communauté de partager leurs commentaires, suggestions, plaintes et préoccupations concernant le projet et l'organisation de manière sûre, confidentielle, transparente et accessible.

Jacob A. Sambola (Educate HER, Libéria),
événement d'apprentissage OC2,
Tanzanie, novembre 2024,
photo : Daniel Samwel – MS TCDC



Cadre de redevabilité sociale du projet (PAF)

L'initiative Educate HER met l'accent sur la redevabilité sociale en surveillant et en garantissant la mise en oeuvre effective de la **Politique nationale pour l'éducation des filles (NPGE)**. Au Libéria, il existe un écart significatif entre les décideurs politiques, les responsables et les détenteurs de droits. Le système centralisé du Libéria est confronté à des contraintes de ressources au sein des communautés et manque de moyens d'influence. Educate HER vise à localiser la prise de décision en facilitant des sessions conjointes qui décentralisent la gestion et la budgétisa-



tion tout en assurant le suivi des processus.

Le cadre PAF est conçu pour soutenir les politiques éducatives du pays. Le contexte du secteur éducatif, les parties prenantes et les acteurs ont été minutieusement cartographiés. L'objectif du cadre est de positionner le consortium de manière à influencer efficacement le secteur éducatif et les politiques, en veillant à ce que les actions et les décisions soient fondées sur des données probantes fournies par les citoyens.

Le cadre de redevabilité sociale met l'accent sur la production de données solides pour la mise en oeuvre et l'examen des politiques ayant un impact sur le secteur de l'éducation, en

identifiant les priorités clés pour améliorer et traiter les questions cruciales dans ce contexte. Cela se fait par exemple à l'aide du tableau de bord sur l'éducation des filles – un outil qui analyse les indicateurs liés à l'éducation des filles afin d'influencer la prise de décision.

Les actions de plaidoyer et les campagnes s'appuient sur des recherches, ce qui garantit une utilisation efficace des résultats. Les recherches de base menées par Educate HER mettent en évidence des lacunes importantes dans la sensibilisation et l'implication des citoyens concernant la Politique nationale pour l'éducation des filles (NPGÉ).

À la suite de l'influence exercée au niveau national, des réunions de réflexion trimestrielles sont



organisées avec les acteurs de l'éducation et les membres de la communauté dans tous les comtés et à tous les niveaux. Ces réunions permettent de discuter des principaux enjeux communautaires et des dével-



Hawa Wilson & Alfreda Nmah (L'Alliance Educate HER, Libéria), événement d'apprentissage OC2, Tanzanie, novembre 2024,
Photo : Daniel Samwel – MS TCDC

oppelements nationaux correspondants, ainsi que de partager les enseignements tirés.

Durabilité du mécanisme:

La conception du projet a été adaptée en fonction de l'ex-

périence acquise et des enseignements tirés à l'approche de la phase d'extension du projet EOL. Cette adaptation vise principalement à intégrer les activités aux efforts ministériels afin d'améliorer la durabilité. La

participation des organisations communautaires à la place du personnel permet l'engagement de la communauté à son niveau, garantissant ainsi qu'elle puisse continuer à jouer ce rôle après la fin du projet. Educate HER a intégré des indicateurs spécifiques des politiques éducatives dans les pratiques gouvernementales existantes. Par exemple, dans le cadre de la collecte de données sur les projets, ces indicateurs sont suivis et intégrés dans les processus gouvernementaux, transformant ainsi l'initiative en une activité institutionnelle nationale plutôt qu'en un projet ponctuel.

Outils et connaissances produits utilisés

- Tableau de bord de l'éducation des filles.
- Fiche d'évaluation de l'éducation des filles (lié à NPGE).
- Notes politiques.
- NPGE simplifié pour les communautés.
- Cartographie des plateformes nationales d'éducation.
- Analyse documentaire.

Renforcer l'égalité des genres et l'inclusion sociale au Libéria

Le consortium Educate HER a adapté son projet afin de renforcer l'égalité des genres et l'inclusion sociale en.

- En soutenant les membres de la coalition dans la mise en oeuvre d'une campagne globale de plaidoyer budgétaire visant à garantir que **5 % du budget du Ministère de l'éducation soit alloué exclusivement aux programmes et initiatives en faveur de l'éducation des filles**, avec pour objectif qu'au moins 20 % du budget national soit consacré à l'éducation.

- organisant des forums de discussion **publics sur l'éducation des filles** en collaboration avec les médias nationaux et/ou des émissions de radio diffusées à l'échelle nationale, afin de fournir des plateformes de dialogue public sur l'importance de l'éducation des filles.
- **donnant aux groupes de femmes, aux associations de parents d'élèves et aux autres parties prenantes les moyens** de mener des activités de sensibilisation et de participer à des réunions semestrielles au niveau départemental.

Les femmes et les filles demandent des comptes au gouvernement libérien

Le projet Educate Her au Libéria a efficacement mis en oeuvre et amélioré ses mécanismes de suivi de l'adhésion du gouvernement libérien à la politique nationale sur l'éducation des filles. Cette initiative a autonomisé les femmes rurales, les parents et les associations d'enseignants pour qu'ils s'engagent dans des stratégies de plaidoyer et garantissent la responsabilisation des parties prenantes. Le projet a formé des femmes et des filles dans 15 départements, leur fournissant les outils et les informations nécessaires pour superviser la mise en oeuvre au niveau local. Cette formation a renforcé l'implication des parties prenantes locales, en particulier des femmes et des filles, dans le processus de responsabilisation et a amélioré la communication entre les entités locales, y compris les groupes de femmes, les organisations de la société civile et les responsables de l'éducation. En outre, le consortium a activement participé et organisé des réunions, telles que la réunion d'engagement politique entre le consortium Educate Her et le Ministère de l'éducation en août 2023, qui a renforcé leur relation pour améliorer le plaidoyer et accroître la visibilité et l'accès aux espaces de prise de décision pour le projet Educate HER.

En résumé, l'alliance Educate HER a contribué de manière significative à :

- améliorer la connaissance des politiques au sein des départements et des régions, permettant aux écoles et aux communautés de s'engager dans des discussions pertinentes.
- établir des liens solides entre les citoyens locaux et les groupes de femmes.
- favoriser un dialogue de haut niveau avec le ministre de l'éducation et les parties prenantes internationales, y compris la Banque mondiale.



TANZANIA

- Haki Elimu &
l'alliance Sauti Zetu





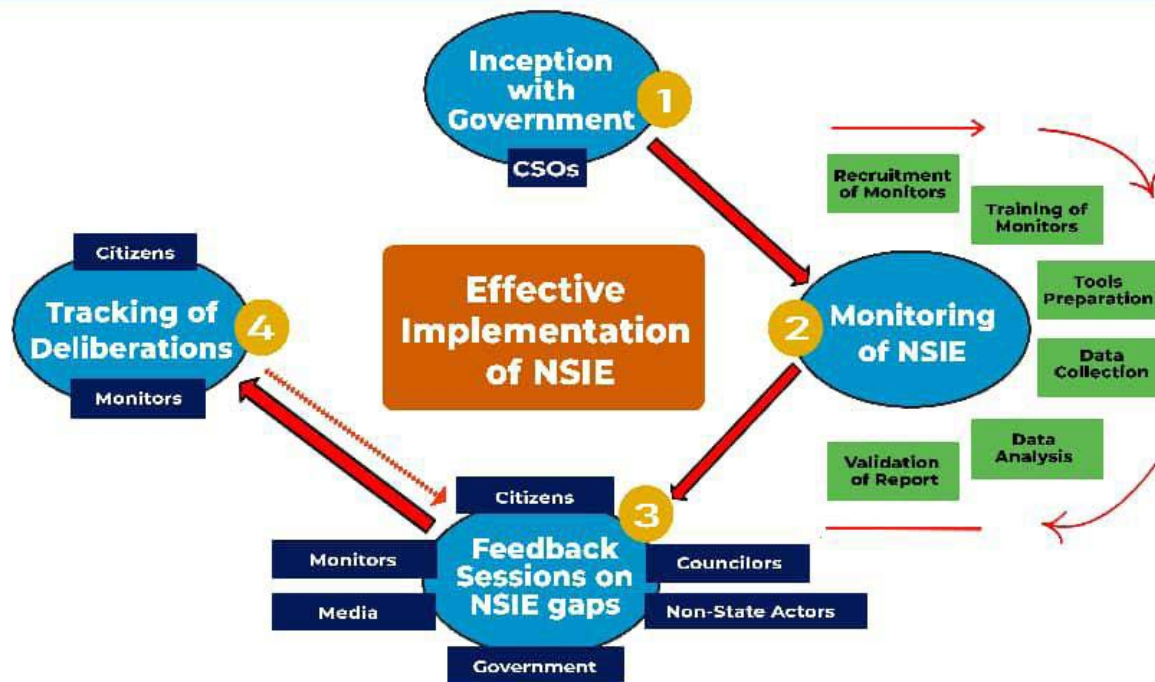
Haki Elimu, qui plaide pour le droit à l'éducation, est chef de file de l'Alliance Sauti Zetu en Tanzanie. Ce projet travaille avec cinq organisations partenaires : Safina Women Association, Child Support Tanzania, MTWANGONET, OCODE et SERVE.

Depuis 2024, l'alliance est soutenue par Éducation à Voix Haute. Haki Elimu et l'Alliance Sauti Zetu se concentrent sur la mise en oeuvre de la Stratégie nationale pour l'éducation inclusive (NSIE).

Le mécanisme et le processus décrits font partie d'un plan quinquennal visant à contrôler la NSIE. Il est important de noter qu'il ne s'agit pas toujours d'un processus linéaire ; certaines étapes doivent parfois être répétées.

Hildergrade Mehrab (Tanzanie) & Lino Garcia Andre (Mozambique), événement d'apprentissage OC2, Tanzanie, novembre 2024, Photo : Daniel Samwel - MS TCDC

Accountability Mechanism to Monitor Implementation of National Strategy for Inclusive Education (NSIE)



Consortium Partners:



1. Mise en place avec le gouvernement – Collaborer avec les OSC partenaires pour engager et initier le processus.

- Lancer un effort de collaboration pour obtenir les résultats les plus efficaces.
- Le niveau central implique les décideurs politiques, tandis que les gouvernements locaux sont responsables de la mise en oeuvre des politiques.
- Les gouvernements locaux sont les premières cibles du projet.
- Rechercher le soutien des différentes parties prenantes, y compris les écoles.

2. Suivi de la NSIE (stratégie nationale pour l'éducation inclusive)

- Le projet s'engage au niveau local et villageois à sélectionner des volontaires (10 à 15 membres de la communauté) qui représentent leurs communautés, en tenant compte de critères tels que le genre, l'âge et d'autres aspects de l'inclusion.
- Former les observateurs à la NSIE, à l'utilisation des outils de suivi et à leur rôle dans le processus, en appliquant une approche fondée sur les droits de l'homme.
- Les observateurs participeront à la collecte et à l'analyse des données afin de préparer des rapports et de valider les données avec des responsables

gouvernementaux sélectionnés. Ils visiteront les écoles, avec l'aide des partenaires de l'alliance qui pourront également participer aux visites de suivi.

- Investir dans la crédibilité des données, car des informations fausses ou incorrectes peuvent compromettre la réputation et la crédibilité des organisations concernées.
- Lors de la collecte des données, les directeurs des écoles doivent approuver les informations recueillies par les observateurs.
- Le projet couvre cinq districts, où les partenaires de l'alliance sont actifs.
- Les données seront complétées par les contributions d'autres «

amis de l'éducation » engagés dans la redevabilité sociale dans le cadre de divers projets.

- Pour soutenir les observateurs volontaires, des efforts sont faits pour les recruter le plus près possible des écoles, ce qui permet de réduire les coûts et le temps de déplacement tout en renforçant l'appropriation et la motivation au niveau local. Cette approche permet de maintenir les efforts de surveillance après la fin du projet.
- Les observateurs et les volontaires participeront également à d'autres projets, ce qui garantira leur engagement pendant environ cinq ans, motivé par des initiatives de renforcement des capacités et de sensibilisation.

3. Session de retour d'information sur les lacunes de la NSIE

Organiser des conférences d'engagement formelles avec les conseils, les acteurs non étatiques et les médias pour communiquer le retour d'information et les rapports de suivi.

- Discuter et évaluer les lacunes identifiées et délibérer sur les solutions.
- La mise en évidence des problèmes lors des réunions d'engagement peut inciter les membres de l'alliance à rechercher des plateformes pertinentes pour combler les lacunes entre l'élaboration des politiques et les niveaux communautaires, ainsi que pour s'attaquer aux lacunes de la NSIE qui requièrent l'attention

des députés, telles que l'allocation de crédits budgétaires.

- Haki Elimu aura l'occasion d'engager et d'influencer les députés dans des discussions de haut niveau. Le projet collabore avec TEN/ MET (la coalition nationale de l'éducation) pour coordonner les efforts nationaux et compléter les initiatives de plaidoyer de Haki Elimu.

4. Suivi des engagements des observateurs et des citoyens

- D'autres sessions de retour d'information sont organisées pour suivre les actions et les engagements jusqu'à ce que des changements tangibles soient réalisés. Par conséquent, le projet oscillera entre les étapes 3 et 4 jusqu'à ce que les progrès soient évidents.

Durabilité du mécanisme

Sous le gouvernement précédent, l'espace civique s'est réduit tandis que les bureaucraties se sont développées. Toutefois, l'administration actuelle s'efforce de soutenir la société civile et de réduire les obstacles bureaucratiques. L'alliance s'appuie sur les relations et les partenariats de longue date de Haki Elimu avec le gouvernement, qui ont été établis bien avant le lancement du projet EOL.

Les gouvernements locaux sont à la fois les exécutants et les bénéficiaires du projet. L'établissement d'un protocole d'ac-

cord avec les autorités locales s'est avéré efficace pour améliorer la prestation des services soutenus par les entités gouvernementales.

Haki Elimu utilise une approche collaborative pour s'engager avec les décideurs politiques au niveau central. En utilisant une stratégie axée sur les parties prenantes, les gouvernements sont activement impliqués dans toutes les phases des projets. Les institutions cibles sont clairement définies et des personnes de contact sont identifiées au sein de chaque département pour assurer la réussite du projet.

Participants, événement d'apprentissage OC2, Tanzanie, novembre 2024, Photo: Daniel Samwel/TCDC



Renforcer l'égalité des genres et l'inclusion sociale en Tanzanie

Dans le cadre de l'initiative thématique du programme Éducation à Voix Haute visant à promouvoir l'égalité des genres et l'inclusion sociale parmi les bénéficiaires, Haki Elimu a obtenu un financement supplémentaire pour renforcer les pratiques de redevabilité sociale, en mettant davantage l'accent sur l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans les processus organisationnels et les activités des membres de l'alliance. Cette initiative comprend un audit GESI qui aboutira à une boîte à outils adaptée, à des stratégies de plaidoyer et à des processus dans l'ensemble de l'alliance, ainsi qu'à des mécanismes garantissant une mise en oeuvre efficace. En outre, elle vise à améliorer la représentation des groupes sous-représentés dans le suivi de la stratégie d'éducation inclusive de la Tanzanie.

Nouvelle commission de suivi des OSC en Tanzanie

Haki Elimu a créé une commission composée de cinq organisations de la société civile (OSC) chargée du suivi annuel de la mise en oeuvre de la Stratégie nationale pour l'éducation inclusive (NSIE). Chaque OSC a mis en place et formé des équipes de suivi composées de membres des communautés de leurs districts respectifs, leur permettant d'utiliser des outils de suivi pour évaluer la mise en oeuvre de la politique au niveau du district.

À ce jour, Haki Elimu a réussi à mettre en place et à former quatre équipes de suivi, chacune composée de 10 membres, dans les districts de Morogoro, Ifakara, Mkwara et Ubungu. Les résultats du suivi au niveau local permettront d'identifier les lacunes dans la mise en oeuvre des politiques éducatives et d'inciter les autorités gouvernementales locales à s'attaquer à ces problèmes. Les OSC participent activement au groupe de travail technique du Comité de développement du secteur de l'éducation, où elles partagent leurs résultats locaux et plaident en faveur de l'amélioration de la stratégie d'éducation inclusive.



FACILIDADE Mozambique. Photo: Daniel Samwel

MOZAMBIQUE

- FACILIDADE /ICDS



FACILIDADE/ICDS (Institut pour la citoyenneté et le développement durable) bénéficie du soutien d'Éducation à Voix Haute depuis 2024.

L'approche comprend l'utilisation de la méthodologie TARL (Enseignement au bon niveau) et des évaluations ainsi que des processus de plaidoyer à différents niveaux.

Le mécanisme de redevabilité sociale comporte cinq étapes :

1. Mobilisation et sensibilisation des parties prenantes – parents, enseignants, conseils d'école, dirigeants communautaires, fonctionnaires.

- Le renforcement des capacités des parties prenantes suit, en insistant sur le fait que chacun a un rôle à jouer dans le processus.

2. La production d'éléments probants y compris la recherche, les consultations, les évaluations et d'autres formes de mise en oeuvre utilisant par exemple des cartes de pointage. Ils commencent à rassembler l'information et l'utilisent pour alimenter le projet :

- Cette fois, la collecte de preuves est basée sur des actions.
- Les cartes de pointage communautaires, où les facilitateurs communautaires explorent les services publics fournis, générant ainsi des données sur ce sujet.
- Ces actions comprennent l'utilisation d'alertes SMS pour

surveiller l'absentéisme des enseignants, l'engagement des conseils d'école à signaler la présence ou l'absentéisme des enseignants.

- Utilisation du SAR (système d'alerte rapide) pour contrôler l'absentéisme des élèves.
- Évaluations des taux d'alphabétisation et de numératie des enfants. Ces évaluations sont menées par des citoyens, par des membres de la communauté, qui ont été formés pour entreprendre cette recherche et vérifier si les enfants apprennent ou non.

3. Les dialogues communautaires sont ensuite encouragés à différents niveaux.

- D'abord au niveau de l'école et de la communauté, pour que les parties prenantes discutent des

résultats des preuves produites (à ce niveau, les évaluations ne sont pas discutées).

- Grâce aux résultats de ces interventions, les problèmes sont identifiés, ils identifient les problèmes et les principaux défis à relever pour résoudre ces problèmes, ils élaborent un plan d'action et préparent un plan d'action de suivi, afin de veiller à ce que ces problèmes soient traités et résolus de manière adéquate.
- Parties prenantes engagées à ce niveau : conseils d'école, secteur de l'éducation au niveau du district, parents et dirigeants communautaires.

4. Événements d'apprentissage / réunions d'équilibre au niveau du district

- Tout commence au niveau de la communauté. C'est le premier endroit où l'on présente les résultats de l'évaluation.
- Ensuite, il passe au niveau du district. Les réunions d'équilibre servent à discuter des résultats des évaluations menées par les citoyens et à partager les meilleures pratiques des écoles et des communautés.
- Assurer le suivi des plans d'action et créer un nouveau plan d'action.
- Lorsque les problèmes identifiés ne peuvent être résolus à un niveau donné, ils sont portés à un niveau supérieur. C'est l'occasion de s'engager dans un débat politique au niveau provincial.

5. Réunions de plaidoyer aux niveaux provincial et national

- Réunions de dialogue avec le Ministère de l'éducation, les autorités éducatives des districts, les réseaux éducatifs provinciaux et les dirigeants communautaires.
- Plans d'action et suivi des plans d'action des réunions d'équilibre au niveau du district.
- Au cours de tous ces processus, le défi est d'améliorer et d'avoir des engagements significatifs avec le Ministère de l'éducation, ce qui peut entraîner un changement dans les politiques d'éducation. Cependant, le projet est actuellement plus fort au niveau du district et doit s'engager avec d'autres OSC telles que MEPT (la CNE au Mozambique) pour des engagements stratégiques avec le Ministère de l'éducation au niveau national.

Dialogues régionaux et mondiaux sur la politique de l'éducation

En tant que membres du réseau PAL, FACILIDADE profite de cette occasion pour apprendre des pratiques des autres et partager leurs efforts lors des réunions régionales et mondiales du réseau. En 2021, les dialogues régionaux du réseau PAL se sont tenus à Maputo, où différentes parties prenantes internationales ont été invitées, notamment les membres du réseau PAL, les Ministères de l'éducation des pays membres du PAL, les membres de la communauté internationale et les décideurs politiques.



Cartographie des réseaux FACILIDADE et de ses alliances.
Photo privée

Outils utilisés

- **L'approche Teaching at right level [Enseignement au bon niveau] (TARL)** est utilisée pour évaluer les niveaux de résultats d'apprentissage des enfants, afin qu'ils puissent être regroupés pour renforcer le processus d'apprentissage. Lorsque FACILIDADE évalue leurs capacités, elle s'en sert lors des réunions de plaidoyer pour informer les parties prenantes du niveau d'apprentissage. Il s'agit d'une activité complémentaire qui se superpose à d'autres interventions de FACILIDADE.
- **Cartes d'évaluation de la communauté** Les parties prenantes au niveau de la communauté évaluent la qualité de l'éducation dans certaines écoles.
- **Suivi des dépenses publiques.**



L'équipe de l'Alliance SCORE,
Madagascar, événement
d'apprentissage OC2, Bénin,
février 2025
Photo - Josué Tchokponhoué

MADAGASCAR

- MSIS-Tatao &
le projet SCORE



MSIS-Tatao (Service d'information multisectoriel) dirige l'Alliance SCORE-
-Surveillance citoyenne sur la transparence et la redevabilité dans l'éducation à Madagascar.

Le projet comprend quatre partenaires de l'alliance (Mouvement national pour l'éducation pour tous), ONG Ravintsara et PACA.

MSIS-Tatao bénéficiaire Éducation à Voix Haute depuis 2021.



SCORE fonctionne **selon trois composantes de la redevabilité sociale** :

1. Promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la lutte contre la corruption.
2. Renforcer les capacités et la réputation de la société civile.
3. Contrôler la qualité de l'éducation et l'accès à l'information.

Les OSC à tous les niveaux sont donc regroupées au sein de ces trois composantes.

Les parties prenantes sont les OSC, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, etc. Les principales structures locales sont les associations de parents (FEFFI) et les administrateurs des écoles.

Le mécanisme de redevabilité sociale fonctionne en six étapes :

1. Identifier et former les groupes communautaires. Les groupes sont formés au sein des trois composantes. Renforcement des capacités des comités de gestion des écoles (FEFFI) et des OSC en matière de mobilisation des citoyens et de plans d'éducation. Formation des formateurs aux outils de suivi et d'observation.

2. Suivi et observations. Les citoyens participent à la mise en oeuvre du suivi et des observations au niveau de l'éducation du district. La validation se fait par un suivi spécifique sur le terrain des informations recueillies par les citoyens.

3. Présentation des résultats. Les groupes de citoyens se rendent dans les écoles et les communautés pour présenter les résultats du suivi et des observations qu'ils ont effectués. Toutes les communautés sont sensibilisées aux problèmes de l'éducation dans leur localité.

4. Recommandations et plan d'action. Les citoyens participent et proposent des idées d'amélioration. Des recommandations sur les questions prioritaires à traiter aux niveaux supérieurs sont formulées. SCORE soutient les groupes de citoyens dans l'élaboration d'un plan d'action et, dans le même temps, aide les communautés à trouver des solutions et participe également aux campagnes menées par les

citoyens. Les outils de suivi seront consolidés par les responsables de district et vérifiés par les responsables régionaux. Une fois validés, ils seront envoyés au niveau central, où ils seront également analysés et traités avec une définition claire des priorités.

5. Des sessions de renforcement capacités sur toutes les questions identifiées suivent, y compris les stratégies de plaidoyer possibles. Les citoyens participent au suivi des services et des budgets, à la définition des priorités et sont également impliqués dans l'amélioration de la qualité des services. La priorité est de renforcer les FEFFI (comités de gestion des écoles), afin qu'ils

puissent demander des comptes. Dans le cas des problèmes d'infrastructure identifiés, des actions de plaidoyer sont menées auprès des responsables du secteur de l'éducation.

6. Traitement, diffusion et suivi des rapports de suivi et des engagements du gouvernement

Renforcer l'égalité des genres et l'inclusion sociale à Madagascar

À Madagascar, SCORE suit en permanence l'intégration de la dimension de genre dans les activités du projet. Il y a eu une implication significative des femmes et des jeunes dans la mise en oeuvre et un taux élevé de participation des organisations de la société civile dirigées par des jeunes et défendant les droits des femmes, y compris les organisations de la société civile représentant les personnes handicapées. L'implication des femmes et des groupes vulnérables a été incluse comme critère de participation aux différentes activités. SCORE est rigide dans la conservation des données et le suivi de la participation des différents groupes dans la planification, la mise en oeuvre et le suivi de leurs propres projets.

Prolongation des années d'enseignement obligatoire à Madagascar

L'une des principales réformes influencées par MSIS-Tatao et l'alliance SCORE est une nouvelle loi concernant la durée de l'enseignement obligatoire à Madagascar.

Avec cette nouvelle loi, la durée de l'enseignement obligatoire est passée de 5 à 10 ans. Elle comprend une extension du cycle d'enseignement primaire en deux cycles de trois ans. Les principales caractéristiques de la nouvelle loi comprennent la suppression des examens finaux en 7e année, remplacés par une évaluation nationale en 6e année.

Les résultats permettront de consolider les efforts déjà réalisés par le gouvernement malgache pour mettre en place une éducation de qualité et équitable pour tous.

La réforme a été influencée par une série de réunions et de présentations des résultats du suivi au sein de la plateforme nationale de pilotage du secteur de l'éducation - PNPSE. La société civile est très favorable à cette loi qui doit cependant faire l'objet d'un suivi attentif.



Afiavi Bénédicte Reine Bossa,
APRETECTRA Benin.
Photo: Josué Tchokponhoué

BENIN

– APRETECTRA & L'alliance
Accès Equitable





APETECTRA est chef de file du projet *Accès équitable aux opportunités de formation dans le secteur agropastoral au Bénin*. Le MRJC Bénin est un partenaire de l'alliance dans cette initiative.

APETECTRA est soutenue par Éducation à Voix Haute.

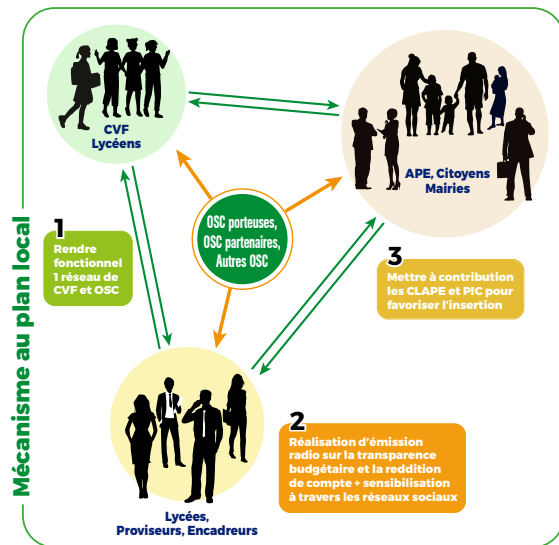
Le projet est axé sur:

- **Accès des filles aux établissements d'enseignement agricole.**
- Assurer le suivi de la stratégie nationale pour l'EFTP au Bénin.
- Promouvoir la transparence et la responsabilité dans l'allocation des ressources aux établissements d'enseignement supérieur agricole.
- L'inclusion dans l'enseignement technique.

Le projet couvre les **10 centres de formation agricole du Bénin**.



Mécanisme au plan départemental



OSC
Porteuses et
Partenaires



Préfecture,
DDESTFP,
DDASM

4
Co-construire des
plans d'actions
communautaires

Mécanisme au plan National

5
Mise en place d'un
Comité de pilotage
pour le projet

Commission
Education AN,
Caucus Femmes
parlementaires,
INF, CNE

OSC
Porteuses et
Partenaires



MESTFP
MEF
MDCAG
MASM
AN

6
Diffusion au plan
national d'un
rapport d'activités

Légendes

CVP : Cellule Voix des Filles
APE : Association des Parents d'Elève
OSC : Organisation de la Société Civile
DDASM : Direction Départementale des Affaires Sociales et de la Microfinance
INF : Institut National de la Femme
AN : Assemblée Nationale

CNE : Conseil National de l'Education
DDESTFP : Direction Départementale des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle
MESTFP : Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle
MEF : Ministère de l'Economie et des Finances en charge de la Coopération
MDCAG : Ministère du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale
MASM : Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance

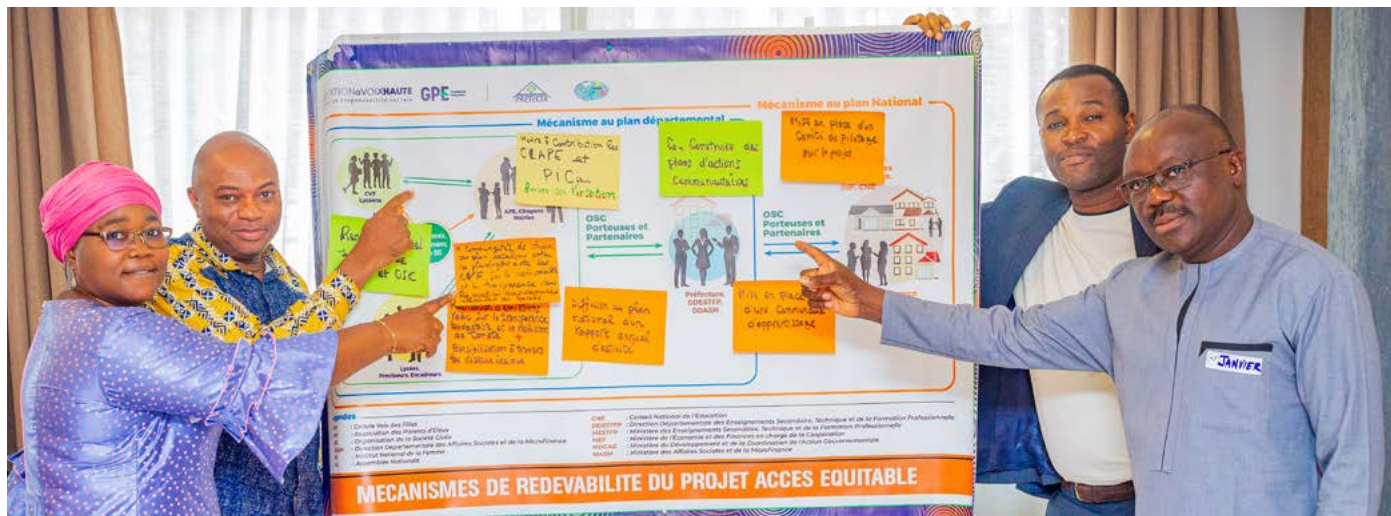
MECANISMES DE REDEVABILITE DU PROJET ACCES EQUITABLE

Le mécanisme de redevabilité sociale comprend quatre étapes :

APETECTRA Benin.
Photo: Josué Tchokponhoué

1 Au niveau local : Formation et renforcement des capacités des groupes de la communauté des citoyens. Ceux-ci comprennent les unités « Voix des filles », les associations de parents d'élèves, les associa-

tions d'étudiants, la direction de l'école et d'autres citoyens. Les unités « Voix des filles » sont composées de 10 élèves et d'administrateurs scolaires dans chaque établissement d'enseignement agricole.



2. Le renforcement des capacités est organisé pour des groupes communautaires comprenant un total de 500 citoyens, leur permettant de plaider pour des questions au niveau local auprès de la direction et des administrateurs de l'école. Leur rôle est de formuler des demandes au niveau de l'école. Le renforcement des capacités des équipes de gestion des écoles se concentre sur les droits des filles et les responsabilités des écoles et des autorités.

Ils participent à la **collecte de données participatives** afin de soutenir la planification et le plaidoyer fondés sur des données probantes.

3. Niveau provincial : coordination et intervention des alliances de la société civile. Il s'agit notamment d'une conférence provinciale qui réunit les responsables des services décentralisés concernés. Parmi les organisations de la société civile (OSC) partenaires, le MRJC - la fédération des associations de personnes handicapées - travaille avec diligence pour garantir l'inclusion des personnes handicapées dans toutes les activités pertinentes. Les autorités clés, notamment le Ministère des affaires sociales et de la microfinance, l'Institut national des femmes et le Ministère de la formation professionnelle, participent activement à chaque phase du processus, en prenant part à des ateliers et à des réunions. Ces acteurs stratégiques jouent un rôle essentiel dans la

planification des actions. Le système fonctionne de manière autonome au niveau local, traitant les questions qui sont remontées au niveau départemental.

4. Interventions au niveau national: Renforcer la capacité des parties prenantes du gouvernement, y compris les ministères, les députés et le conseil national de l'éducation, à promouvoir l'égalité des genres et l'inclusion dans les politiques d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). Le comité de pilotage du projet comprend des représentants du niveau local, ainsi que des parties prenantes clés aux niveaux provincial et national. Les besoins et les problèmes spécifiques sont communiqués au comité de pilotage pour examen.

Renforcer l'égalité des genres et l'inclusion sociale au Bénin

APRETECTRA a commandé un audit sur le genre dans les 10 centres de formation agricole du Bénin, dont les résultats et les recommandations ont été partagés lors d'un symposium régional KIX.

En incluant la Fédération béninoise des personnes handicapées dans le réseau des OSC partenaires du projet, les personnes souffrant de divers handicaps ont été associées aux réunions stratégiques et à la formation des animateurs.

L'inclusivité a ainsi été continuellement prise en compte et systématiquement intégrée dans les activités du programme. Par exemple, l'accessibilité des salles de formation et la prise en compte des besoins des personnes handicapées dans toutes les formations, les ateliers et les activités du projet.



Sylvain Aloubani, DEDRAS Benin.
Photo: Josué Tchokponhoué

BENIN

- DEDRAS & Social Watch

CBO-EM

PROJET PRO-REDEM

Fédération des associations des femmes rurales du Bénin

Oé

Consultation DEDRAS Social-WATCH Bénin

Fédération des associations nationales et locales de Bénin

5000-Group Education des Filles

PANAMA

APRETECMA MRSC

Plateforme des U-Reporters

PANAMA

DEDRAS est à la tête du projet PRO-RePEM – *Renforcer le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence et de la responsabilité des politiques du système éducatif et de leur mise en oeuvre*. Social Watch est le partenaire de l’alliance dans le projet et le Woord en Daad néerlandais est un partenaire stratégique.

DEDRAS est un bénéficiaire d’Éducation à Voix Haute depuis 2022.

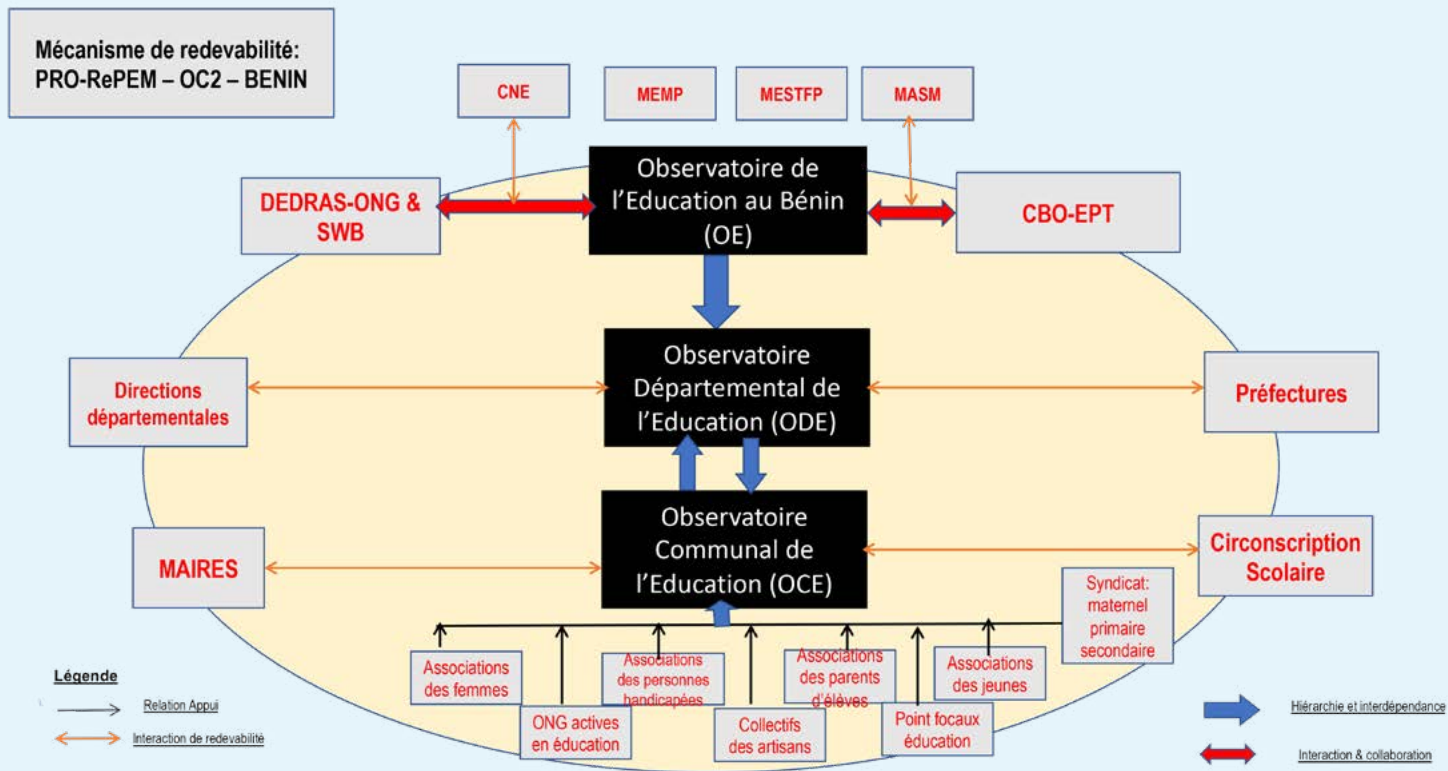
Le principal mécanisme de redevabilité sociale est constitué par les **observatoires de l’éducation** aux niveaux local, provincial et national.

Le projet collabore stratégiquement avec la Coalition nationale pour l’éducation du Bénin – CBO-EPT qui a mis sur pieds l’Observatoire de l’éducation au niveau national, tandis que DEDRAS et Social Watch s’est chargé des niveaux locaux et

provinciaux. Cela permet d’assurer une synergie entre les trois niveaux de suivi – et une synergie entre les organisations soutenues par EOL dans le pays.

Les observatoires de l’éducation sont des groupes de suivi et d’observation de la société civile. Selon leur niveau, ils sont constitués de structures communautaires et d’organisations communautaires ou d’organisations de la société civile, y

compris des associations de femmes, des associations de personnes handicapées, des organisations de jeunes, des syndicats et diverses autres organisations de la société civile axées sur l’éducation. Grâce à l’initiative Pro-RePEM, l’Observatoire national, coordonné par la CNE, a élargi son champ d’action pour inclure des structures citoyennes au niveau local.



Les huit étapes du mécanisme de redevabilité sociale sont les suivantes :

1. Collecte de données EMIS.

Les données officielles de l'EMIS du gouvernement sont utilisées pour les données quantitatives et la collecte des données est effectuée par un statisticien consultant. Les observatoires locaux de l'éducation sont impliqués dans le processus de collecte des données, ce qui renforce également les OSC/OBC locales dans le processus.

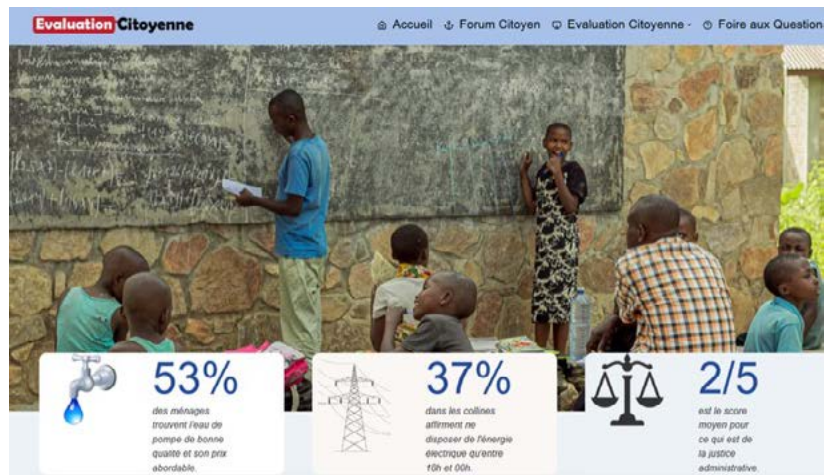
2. Analyse et interprétation des données.

Des ateliers d'interprétation sont organisés au niveau de chaque commune (local).

Les résultats sont présentés et les observatoires de l'éducation travaillent sur l'analyse des résultats. Les acteurs de base apportent leur contribution.

3. Évaluation par les citoyens des services gouvernementaux et de

la mise en oeuvre des politiques. Les groupes de citoyens collectent des données qualitatives à l'aide de l'outil d'évaluation citoyenne. Les informations sont également collectées en impliquant tous les citoyens du Bénin par le biais de la plateforme d'évaluation citoyenne en ligne - educ. evaluation-citoyenne.bj.



4. Des rapports de suivi sont produits pour chaque province, rassemblant et analysant à la fois les données officielles du système EMIS et les données qualitatives recueillies dans le cadre de l'évaluation des citoyens.

5. Dialogues politiques provinciaux. Les autorités chargées de l'éducation au niveau de la province et du district participent à ces dialogues, de même que les politiciens élus de la province.

- Des rapports de suivi sont présentés et des recommandations sont formulées.
- Cette démarche fait suite à une évaluation de la faisabilité des recommandations au niveau provincial.
- Des priorités sont établies pour sélectionner les recomman-

dations, qui doivent être transmises au niveau national.

6. Dialogues politiques nationaux. Il réunit le ministère en charge de l'éducation, les partenaires techniques et financiers travaillant dans le domaine de l'éducation et d'autres acteurs de la société civile impliqués dans l'éducation. Le consortium présente les résultats de la collecte de données et des suggestions pour améliorer les politiques éducatives et leur mise en oeuvre. Les autorités commentent les informations et les recommandations présentées dans le rapport de suivi.

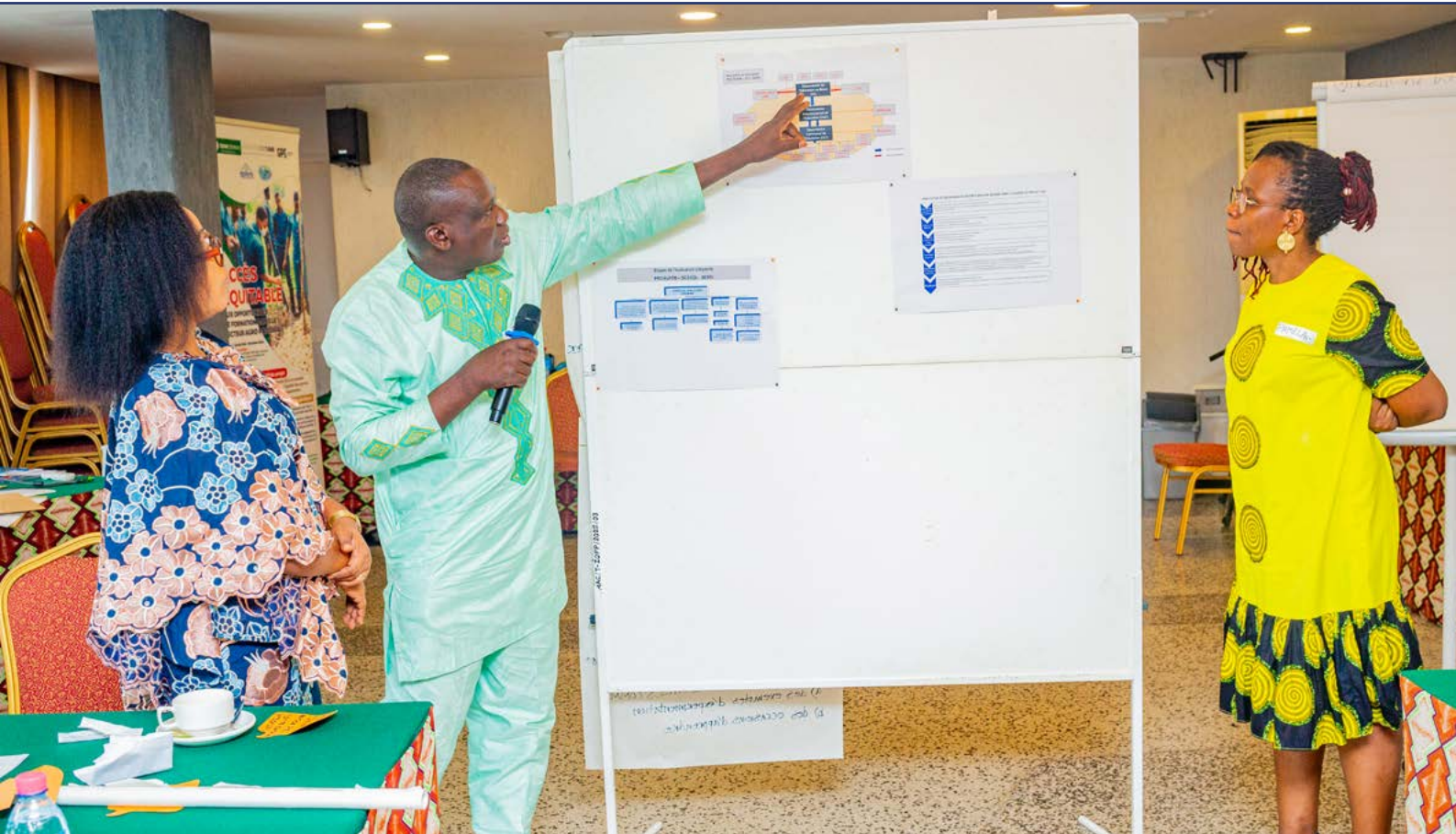
7. Les autorités prennent généralement des engagements et des points d'action lors des réunions de

dialogue afin d'améliorer les problèmes rencontrés sur le terrain. Des groupes de comités de suivi sont mis en place pour suivre la mise en oeuvre des plans d'action à différents niveaux.

8. Plaidoyer et suivi.

- Le consortium rencontre le Conseil national de l'éducation en tant qu'organe clé dans le domaine de l'éducation au Bénin. Les résultats et les recommandations des réunions de dialogue sont présentés.
- L'engagement du Ministère des Finances et du Parlement dans le processus budgétaire se fait simultanément.

Sylvain Aloubani, DEDRAS Bénin, Événement d'apprentissage OC2, Bénin, février 2025,
Photo - Josué Tchokponhoué



Outils

- **Le guide opérationnel de l'observatoire de l'éducation** définit les tâches et l'approche des observatoires.
- **OCODE** est un outil qui facilite les évaluations citoyennes, organisées dans chaque commune. Le consortium recueille les opinions et les perceptions des citoyens sur l'offre et la qualité des services publics dans le secteur de l'éducation. En même temps, il fournit un cadre de dialogue entre les bénéficiaires sur l'offre et la qualité des bénéficiaires et des prestataires.
- **La plateforme en ligne educ. evaluation- citoyenne.** **bj est** également utilisée comme plateforme ou forum d'échange entre lesevant prestataires de services et les bénéficiaires liés au secteur de l'éducation. Les contributions pertinentes sont transformées en doléances à soumettre aux autorités gouvernementales pour obtenir un retour d'information.
- **Session d'évaluation citoyenne** (annuelle) pour accélérer la scolarisation des filles, l'inclusion et l'équité, la résilience en situation d'urgence.
- **Dialogues politiques** au niveau local, régional et national organisés par les observatoires de l'éducation.
- **Communautés de pratique** entre les membres de l'alliance.

Synergies stratégiques entre DEDRAS et le CBO-EPT (CNE) au Bénin

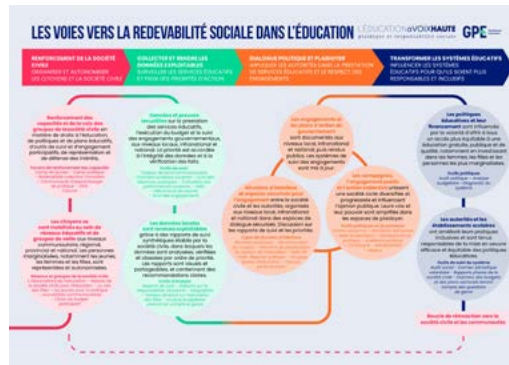
Il Au Bénin, la CNE et le bénéficiaire de OC2, DEDRAS, combinent leurs efforts pour créer des espaces sûrs pour les OSC dans les communautés locales, en les soutenant pour qu'elles fassent entendre leur voix sur l'agenda de l'éducation par le biais des Observatoires de l'éducation. Cet espace a par exemple permis à la coalition au niveau national de formuler les principales préoccupations lors de la préparation du budget de l'État 2023 en utilisant les données d'évaluation des citoyens au niveau local. Il s'agit d'une coordination stratégique, où DEDRAS et le projet ProRePem organisent des observatoires de l'éducation aux niveaux local et provincial, où les citoyens rassemblent des données de suivi. La CNE utilise ensuite ces données et les résume sous forme de recommandations au niveau national et s'engage dans un dialogue politique au niveau national par l'intermédiaire de l'Observatoire national de l'éducation coordonné par la CNE. Ce mécanisme est reconnu par les acteurs de l'éducation. Pour en savoir plus, voir l'article : [Mieux ensemble – Un effort de collaboration pour la réforme de l'éducation](#)

Pour en savoir plus sur le travail des bénéficiaires de l'OC2 soutenus par Éducation à Voix Haute, consultez le site

[Transformer les systèmes éducatifs par la redevabilité sociale](#) – Apprentissage et échange d'expériences de cinq bénéficiaires de l'OC2 en Asie.

[Vidéo sur les pratiques de redevabilité sociale](#) des bénéficiaires de l'OC2 en Afrique. [Réflexions sur l'événement d'apprentissage en Tanzanie](#) et [Réflexions sur l'événement d'apprentissage au Bénin](#)

[Parcours de renforcement de la redevabilité sociale dans l'éducation](#) – Outil illustratif simplifiant la compréhension de la redevabilité sociale en illustrant les étapes clés génériques, les processus et les outils impliqués dans l'examen des expériences des bénéficiaires de l'OC2 soutenus par Éducation à voix haute.





Que signifie Éducation à Voix Haute ?

Créé par le Partenariat Mondial pour l'Éducation, Éducation à Voix Haute est le plus grand fonds au monde soutenant le plaidoyer et la redevabilité de la société civile dans le domaine de l'éducation, avec un budget total de 133 millions de dollars. Le programme vise à renforcer la capacité de la société civile à s'engager dans la planification, le dialogue politique et le suivi du secteur de l'éducation, et à promouvoir la transparence et la responsabilité dans les politiques nationales d'éducation, ainsi qu'à créer un environnement mondial et régional plus favorable aux efforts de plaidoyer et de transparence de la société civile dans le domaine de l'éducation.

SUIVEZ NOTRE TRAVAIL

@: info@educationoutloud.org

www.educationoutloud.org

- **Facebook**
- **LinkedIn**
- **Inscrivez vous à notre bulletin d'information**

L'ÉDUCATION à VOIX HAUTE
plaidoyer et responsabilité sociale

GPE
Transformer
l'éducation